



TABLEAU DE BORD économique de l'Île-de-France

LA DÉCÉLÉRATION DE L'ÉCONOMIE FRANCILIENNE S'EST CONFIRMÉE

Après avoir déjà débuté l'année 2018 sur un rythme moins soutenu que celui observé en 2017, l'économie francilienne a confirmé sa décélération au deuxième trimestre 2018. Au printemps dernier, le principal point noir dans la région est venu de la remontée du nombre de défaillances d'entreprises (+ 1,1 % en glissement annuel en juin). Par ailleurs, le niveau de l'emploi salarié privé n'a augmenté que de 11 600 unités alors que 27 000 créations nettes avaient été enregistrées au quatrième trimestre 2017 ; parallèlement, même si le taux de chômage francilien (7,9 %) a diminué de 0,1 point au cours du trimestre, son mouvement de baisse est peu soutenu (- 0,2 point sur un an) et il reste supérieur de 1,6 point à son niveau d'avant-crise. Ce ralentissement n'a toutefois pas eu de répercussions majeures au plan sectoriel ; ainsi, les commercialisations de bureaux dans la région sont désormais quasiment équivalentes aux sommets atteints en 2006 et 2007 ; par ailleurs, le nombre cumulé de nuitées hôtelières sur les douze derniers mois a franchi pour la première fois le cap des 70,0 millions.

Conjoncture française

Dans la continuité de celle du premier trimestre 2018, la croissance hexagonale est ressortie à seulement + 0,2 % au deuxième trimestre 2018. Ce résultat décevant est lié à la baisse de la consommation des ménages et à la contribution négative du commerce extérieur qui n'ont pas été compensées par le rebond de l'investissement (+ 0,8 % au deuxième trimestre 2018 alors qu'il avait stagné au trimestre précédent). L'acquis de croissance après les six premiers mois de 2018 s'est ainsi élevé à + 1,3 %, ce qui rend désormais probable une croissance annuelle aux alentours de + 1,6 % (contre + 2,3 % en 2017). Dans ce contexte ralenti, la France crée moins d'emplois : le nombre d'emplois salariés privés a ainsi augmenté de 24 300 sur un trimestre au printemps 2018 alors qu'il avait crû de 48 800 au premier trimestre et, surtout, de 112 100 au quatrième trimestre 2017 ; malgré tout, après avoir subi une hausse de 0,3 point au trimestre précédent, le taux de chômage est reparti à la baisse au deuxième trimestre 2018 (- 0,2 point) pour se fixer en moyenne à 8,7 % en France métropolitaine.

Tendances à court terme

Les toutes dernières informations disponibles concernant l'activité francilienne montrent que l'activité industrielle francilienne a été dynamique en juillet avant de décélérer en août, notamment en raison de la fermeture estivale de sites de production. Les services marchands ont, quant à eux, conservé un rythme de progression soutenu ; il est notamment à souligner que, dans l'hôtellerie francilienne, le nombre de nuitées a augmenté en juillet pour le vingt-et-unième mois consécutif. Plus globalement, l'environnement macroéconomique en zone euro reste moins porteur qu'il ne l'avait été en 2017. La remontée du prix du pétrole continue notamment de tirer l'inflation vers le haut (le cours du Brent a repassé le seuil des 80 \$ fin-septembre et est au plus haut depuis l'automne 2014), ce qui pénalise le pouvoir d'achat des ménages et contraint les marges des entreprises ; malgré tout, la monnaie unique s'échange début octobre contre seulement 1,15 \$ et contribue à stimuler les débouchés hors zone euro des entreprises franciliennes les plus actives à l'export.

Indice de la production nationale industrielle

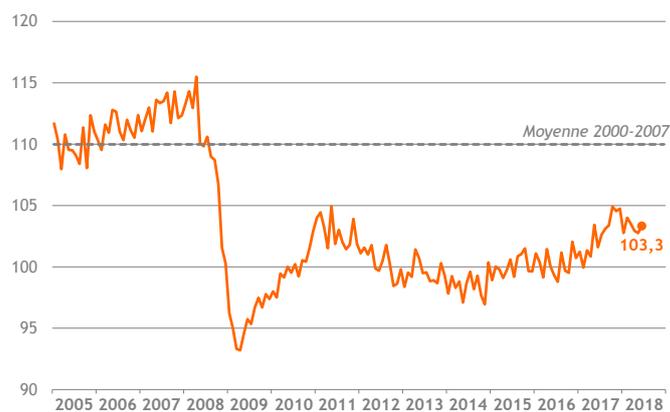
2^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 1,0 %

Après avoir été bien orientée en 2017, la production industrielle hexagonale marque le pas depuis le début de l'année 2018 : ainsi, même si, elle est restée au deuxième trimestre 2018 supérieure de 2,3 % à celle du deuxième trimestre 2017, elle s'est repliée de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Après cette seconde baisse trimestrielle consécutive, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) de juin dernier était inférieur de 1,5 % à son dernier point haut d'octobre 2017. Par conséquent, si l'IPI est resté éloigné des creux dans lesquels il était englué de 2012 à 2014 (en juin 2018, il était supérieur de 3,9 % à sa moyenne sur la période allant de janvier 2012 à décembre 2014), il n'en a pas moins calé sur les plus hauts qu'il avait atteints après le rebond post-récession de 2008-2009 (104,9 au maximum en mai 2011). Au plan sectoriel, la fabrication de biens d'équipement (- 2,3 % sur un trimestre et seulement + 0,7 % sur un an) et les industries agro-alimentaires (+ 0,5 % sur un trimestre mais - 0,3 % sur un an) ont particulièrement été en difficulté.

Indice de la production nationale industrielle

(données cjo-cvs - base 100 en 2015)



Source : Insee

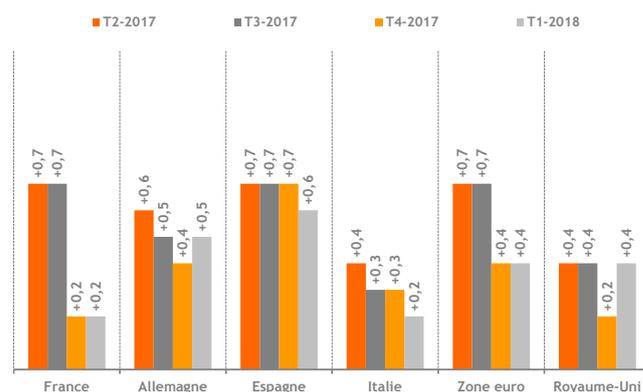
La conjoncture européenne

2^e trimestre 2018 - PIB de la zone euro

+ 0,4 %

Le ralentissement de la croissance européenne observé au premier trimestre 2018 s'est confirmé au printemps dernier ; ainsi, le PIB a de nouveau crû de 0,4 % tant dans la zone euro que dans l'Union européenne (UE28) au deuxième trimestre 2018, soit 0,3 point de moins qu'aux troisième et quatrième trimestres 2017. La croissance française (+ 0,2 %) a été la moins soutenue parmi celles des principales économies européennes mais aussi parmi celles de l'ensemble des pays de l'UE28 ; seules les performances de l'Italie, du Danemark et de la Grèce ont été aussi peu élevées. Dans le même temps, les PIB de l'Allemagne (+ 0,5 %) et de l'Espagne (+ 0,6 %) ont crû plus rapidement que la moyenne européenne. Hors zone euro, la croissance britannique a retrouvé un semblant de tonus (+ 0,4 %, après + 0,2 % au premier trimestre). Parallèlement, le taux de chômage a continué à refluer : en juin dernier, il s'est établi à 6,9 % dans l'Union européenne et à 8,3 % en zone euro, soit les taux les moins élevés depuis respectivement mai 2008 et décembre 2008.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays de l'Union européenne



Source : Eurostat

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km ²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 281	36 565	3,5 %
Population (en millions - au 1 ^{er} janv. 2015 - Insee)	12,07	66,38 (France métrop. : 64,28)	18,2 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 005	122	-
PIB 2015 (en volume, en milliards d'euros - Insee)	668,5	2 194,2 (France métrop. : 2 152,5)	30,5 % (31,1 %)
PIB/habitant 2015 (en euros)	55 204	32 967 (France métrop. : 33 409)	-
PIB/emploi 2015 (en euros)	107 715	79 773 (France métrop. : 80 214)	-
Emplois salariés privés (2 ^e trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	4 732 738	19 399 680	24,4 %
Taux de chômage (2 ^e trimestre 2018 - Insee Ile-de-France)	7,9 %	9,1 % (France métrop. : 8,7 %)	-

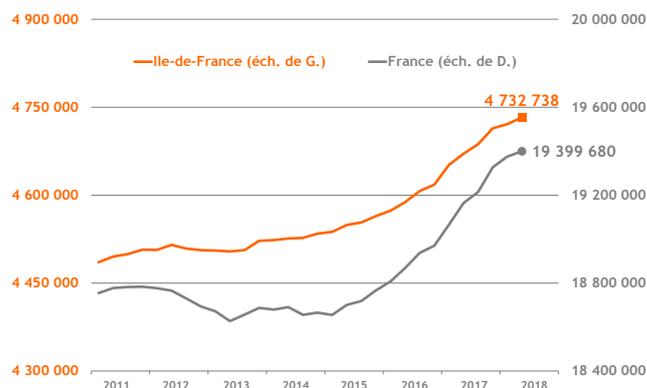
Emploi salarié privé

2^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 1,3 %

L'emploi en Ile-de-France est resté favorablement orienté au deuxième trimestre 2018 ; toutefois, dans la continuité du trimestre précédent, le marché est resté moins dynamique qu'en 2017. En effet, l'emploi salarié privé n'a augmenté que de 0,2 % par rapport au trimestre précédent (soit moins de 11 600 créations nettes d'emplois) alors que la hausse avait notamment atteint 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (+ 27 000 emplois). La variation en glissement annuel est quant à elle retombée à + 1,3 % alors qu'elle était de + 2,1 % au fin-2017. Au niveau sectoriel, les évolutions dans la région ont été hétérogènes : ainsi, l'emploi salarié privé francilien a crû de 1,1 % sur un trimestre dans la construction tandis qu'il se réduisait de 0,4 % dans l'industrie. Au plan national, la tendance du marché de l'emploi a, peu ou prou, suivi celle observée en Ile-de-France (+ 0,1 % sur un trimestre et + 1,2 % sur un an).

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

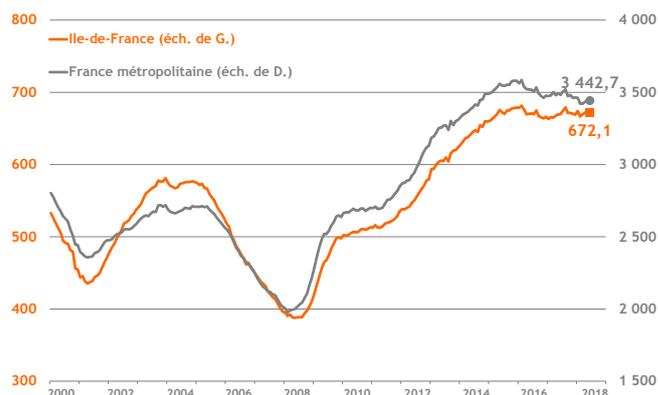
Juin 2018 - glissement annuel

+ 0,3 %

Malgré les créations d'emplois observées ces derniers trimestres, le marché du travail francilien souffre toujours et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A reste à un niveau très élevé dans la région. En effet, il a augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre 2018 et de 0,3 % entre fin-juin 2017 et fin-juin 2018. Ainsi, en juin dernier, il s'élevait à 672 110, soit seulement 9 210 unités de moins qu'en février 2016 lorsque la courbe des DEFM enregistrait ses premiers signes d'inversion alors qu'il faut encore une baisse de... 284 380 demandeurs d'emploi pour retrouver le niveau du printemps 2008. Qui plus est, l'amélioration du marché du travail paraît encore plus poussive en Ile-de-France qu'au plan national : en effet, même si l'inflexion y est également limitée, le nombre de DEFM en France s'est réduit de 4,0 % depuis février 2016 tandis que la baisse est cantonnée à 1,4 % dans la région-capitale.

Note : les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Sources : Direccte Ile-de-France et Dares

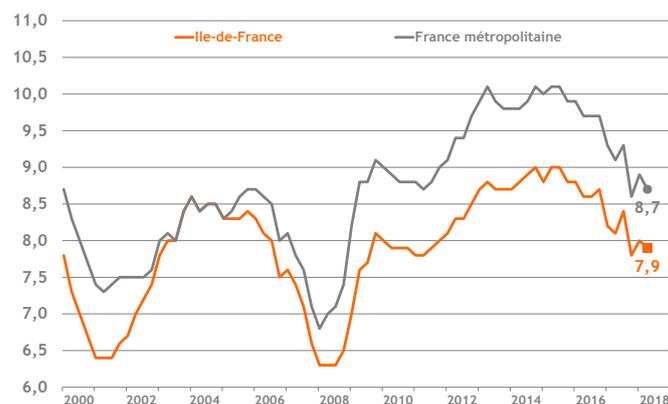
Taux de chômage

2^e trimestre 2018

7,9 %

Après avoir subi un coup d'arrêt au premier trimestre 2018 (+ 0,2 point par rapport au trimestre précédent), le taux de chômage francilien est reparti à la baisse au deuxième trimestre 2018 : le taux régional s'est ainsi réduit de 0,1 point en moyenne sur l'ensemble du trimestre pour atteindre 7,9 %. Par conséquent, même si elle est cantonnée à 0,2 point sur un an, la diminution s'élève désormais à 1,1 point depuis le dernier plus haut de la série à l'été 2015. Le taux de chômage régional n'en peine pas moins à passer sous les points bas qu'il avait atteints au premier semestre 2011 (7,8 %) et reste supérieur de 1,6 point à son niveau d'avant-crise (6,3 % début 2008). L'évolution observée au plan national a été relativement similaire : le taux de chômage (8,7 % en France métropolitaine au deuxième trimestre 2018) y a diminué de 0,2 point au printemps 2018. La hausse depuis la récession de 2008-2009 (+ 1,9 point) y est cependant restée plus conséquente qu'en Ile-de-France.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

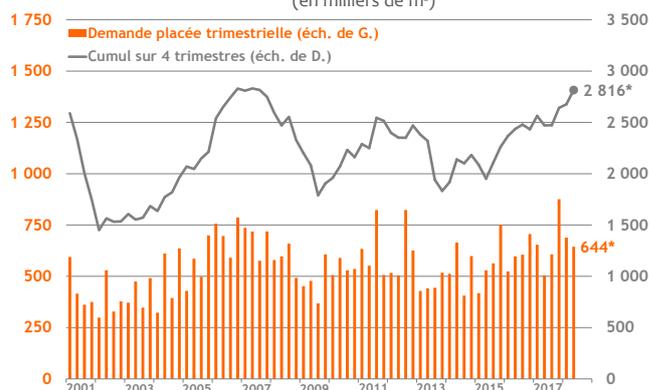
2^e trimestre 2018 - Surfaces de bureaux commercialisés

**644
100
m²**

La demande placée de bureaux en Ile-de-France est restée dynamique au deuxième trimestre 2018 ; elle est ainsi ressortie à quelque 644 000 m² début 2018, soit une hausse de 27,6 % par rapport au deuxième trimestre 2017. Comme aux trimestres précédents, ce résultat positif a été favorisé par la bonne tenue du marché des grandes transactions (dont la prise à bail des 45 000 m² de l'immeuble « Shift » à Issy-les-Moulineaux par Nestlé France ou encore de celle de 25 100 m² de bureaux neufs dans l'immeuble « Convergence » à Rueil-Malmaison par Danone). En cumul sur les quatre derniers trimestres, les commercialisations de bureaux dans la région ont dépassé les 2,8 millions de mètres carrés (2 815 700 m²) et côtoient désormais de très près les sommets atteints en 2006 et 2007 (2 831 500 m² cumulés au maximum du troisième trimestre 2016 au deuxième trimestre 2017). Parallèlement, le taux de vacance des bureaux franciliens est désormais de 5,6 %.

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat
* : données provisoires pour le 2^e trimestre 2018

Prix des logements anciens

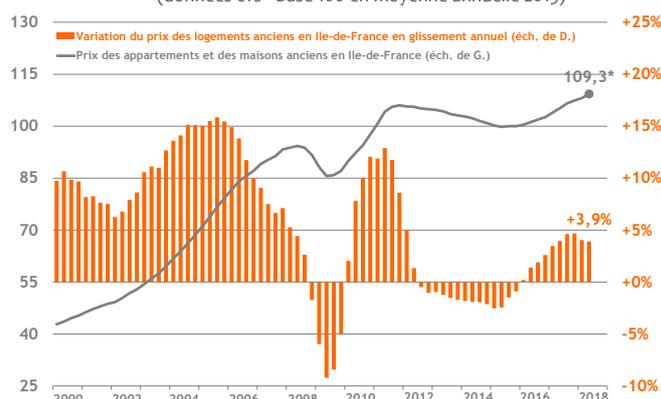
2^e trimestre 2018 - Prix des logements anciens - glissement annuel

+ 3,9 %

Le prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) en Ile-de-France a continué à augmenter au deuxième trimestre 2018 (+ 1,1 % par rapport au trimestre précédent). Toutefois, le rythme de hausse s'est modéré en glissement annuel : ainsi, alors que la variation sur un an accélérât progressivement depuis deux ans et avait atteint jusqu'à + 4,7 % au quatrième trimestre 2017, elle a été cantonnée à + 3,9 % au printemps dernier. Le mouvement haussier actuel restera donc – au moins à court terme - moins soutenu que ceux observés avant-crise ou lors de la période post-récession de 2008-2009. La remontée des prix immobiliers franciliens depuis le dernier point bas du printemps 2015 n'en atteint pas moins 9,5 % et les prix sont désormais supérieurs de 3,1 % au précédent record historique enregistré au quatrième trimestre 2011. Il est à noter que cette tendance haussière depuis mi-2015 est restée principalement impulsée par l'évolution du prix des appartements, quasiment deux fois plus rapide que celle des maisons (+ 11,2 % contre + 6,0 %).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee Ile-de-France
* : données provisoires pour le 2^e trimestre 2018

Emploi intérimaire

Juin 2018 - glissement annuel

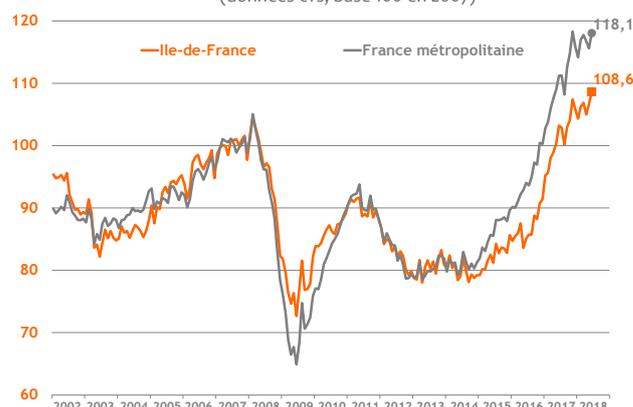
+ 5,2 %

L'emploi intérimaire a représenté 133 439 équivalents temps plein (ETP) en Ile-de-France en juin 2018, soit une hausse de 5,2 % sur un an. Supérieur depuis le printemps 2017 à ses volumes d'avant la récession de 2008-2009, le nombre d'emplois intérimaires en ETP dans la région n'en est pas moins hésitant depuis novembre dernier. Au deuxième trimestre 2018, il a ainsi continué à évoluer par à-coups : - 1,8 % sur un mois en avril, + 1,6 % en mai et + 1,8 % en juin. Ce moindre dynamisme de l'intérim en Ile-de-France est cohérent avec les variations, également en demi-teinte ces derniers mois, du marché de l'emploi salarié total. Par ailleurs, la dynamique de l'intérim en Ile-de-France est en retrait comparativement à celle observée au plan national : en juin 2018, le volume de l'emploi intérimaire en Ile-de-France était supérieur de 3,8 % à son point haut d'avant-crise tandis que la hausse atteignait 12,4 % en France métropolitaine.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2007)



Source : Dares

Créations d'entreprises

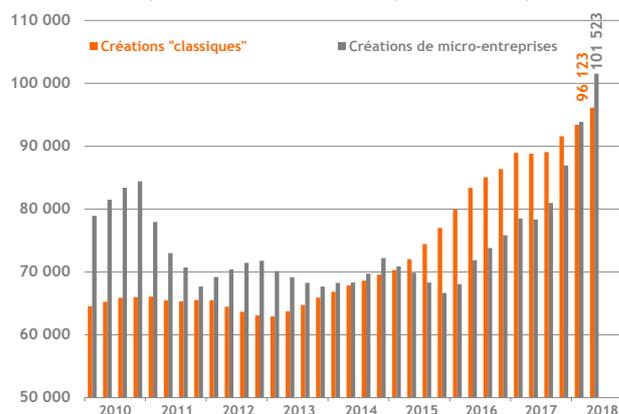
créations d'entreprises - 2^e trimestre 2018

51 201

Plus de 51 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France au deuxième trimestre 2018. Ce volume a représenté une nouvelle très nette augmentation : ainsi, après les hausses de 19,8 % et de 18,5 % enregistrées au quatrième trimestre 2017 et au premier trimestre 2018, le total des créations dans la région a bondi au printemps 2018 de 25,5 % en glissement annuel. Autre constante : si l'évolution des créations « classiques » est restée favorable (+ 12,7 % par rapport au deuxième trimestre 2017), celle des créations sous le régime de la micro-entreprise l'a été encore plus (+ 40,1 % en glissement annuel). A l'échelle nationale, le volume total de créations d'entreprises a également été clairement orienté à la hausse au printemps 2018 (+ 21,2 % sur un an) ; là aussi, le nombre des créations de micro-entreprises a fortement crû (+ 34,3 %) tandis que celui des créations « classiques » a augmenté significativement mais plus modérément (+ 12,9 %).

Note : le terme « micro-entreprise » employé ici désigne le régime des auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 et celui de la micro-entreprise à partir du 2^e janvier 2015.

Créations d'entreprises en Ile-de-France (données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

Juin 2018 - glissement annuel

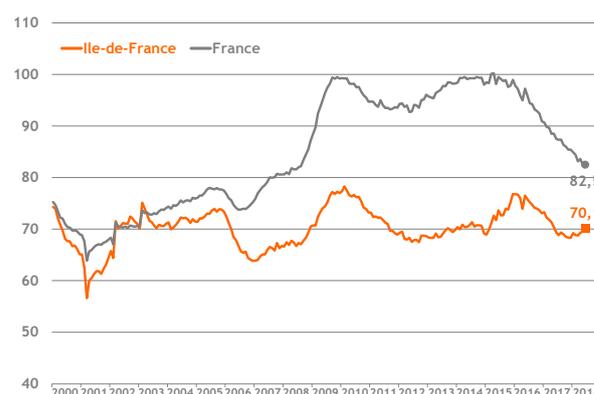
+ 1,1 %

En repli entre le printemps 2016 et fin-2017, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France est reparti à la hausse début 2018. Ainsi, dans la continuité de l'évolution observée au premier trimestre 2018, le volume des défaillances dans la région a augmenté de 1,1 % en glissement annuel entre juin 2017 et juin 2018.

Le nombre de défaillances d'entreprises dans la région-capitale a ainsi calé au moment où il semblait en mesure de repasser sous ses points bas de l'automne 2012 et est donc resté également bien supérieur à ses niveaux d'avant la récession de 2008-2009.

Il est à noter que cette remontée des défaillances en Ile-de-France a lieu alors que le mouvement de baisse se prolonge au niveau national : le nombre de défaillances s'y est réduit de 5,7 % sur un an en juin dernier et est au plus bas depuis l'été 2008.

Procédures collectives en Ile-de-France (données en cumul sur 12 mois, base 100 en décembre 1993)



Source : OCED (Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficultés de la CCI Paris Ile-de-France, www.oced.cci-paris-idf.fr), données fournies par les tribunaux de commerce

Dépenses de consommation des ménages

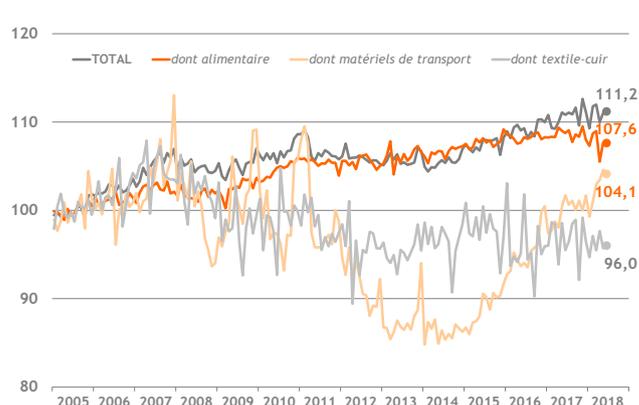
2^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 0,1 %

Après avoir déjà marqué le pas au cours des trimestres précédents (- 0,1 % sur un trimestre au quatrième trimestre 2017 et au premier trimestre 2018), les dépenses de consommation en biens des ménages français ont continué à peiner au deuxième trimestre 2018 (- 0,3 % par rapport au premier trimestre 2018).

Compte tenu de ce ralentissement depuis neuf mois, l'évolution de la consommation en glissement annuel a été quasiment nulle (+ 0,1%) alors qu'elle était encore de + 2,5 % au troisième trimestre 2017. Le renforcement de l'inflation (+ 2,0 % en juin dernier tandis qu'elle était inférieure à 1,0 % à l'été 2017) et, notamment, celui du prix du pétrole, semblent continuer à peser sur le pouvoir d'achat et les dépenses des ménages. Les tendances sont toutefois restées hétérogènes selon les biens ; en effet, les dépenses en matériels de transport ont augmenté de 3,0 % sur un trimestre tandis que les achats en biens alimentaires se sont contractés de 1,3 %.

Indices du volume des ventes de biens en France (données cvs, base 100 en 2005)



Source : Insee

Commerce extérieur

Exportations - 2^e trimestre 2018 - glissement annuel

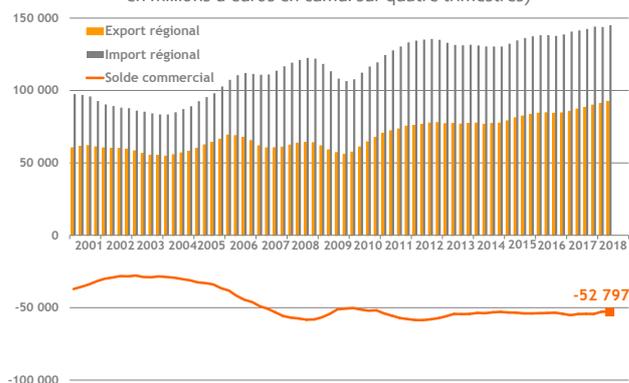
+ 5,2 %

Les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont augmenté de 5,2 % sur un an au deuxième trimestre 2018 ; ce résultat s'est inscrit dans la lignée des hausses observées au cours des trimestres précédents (+ 5,6 % au premier trimestre 2018, + 7,0 % au quatrième trimestre 2017, + 5,7 % au troisième trimestre 2017, etc.). L'évolution du taux de change de l'euro face au dollar (la devise européenne est repassée sous 1,20 \$ à partir de mai dernier alors qu'elle avait frôlé 1,25 \$ au cours du premier trimestre) semble avoir contribué à favoriser la bonne tenue des exportations. Les importations ont également augmenté au printemps 2018 mais dans une moindre mesure (+ 3,4 % par rapport au deuxième trimestre 2017). Malgré tout, le déficit commercial francilien est resté conséquent : 12,6 milliards d'euros au deuxième trimestre 2018 et 52,8 milliards d'euros en cumul sur les douze derniers mois.

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France

(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects, Ministère de l'Économie et des Finances

Hôtellerie

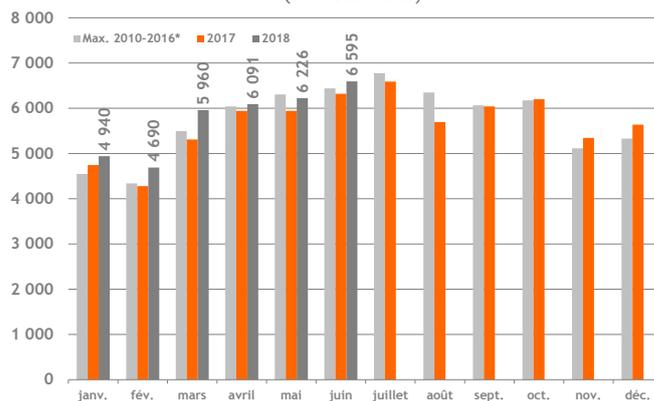
nuitées dans les hôtels franciliens - 2^e trimestre 2018 - glissement annuel

+ 3,9 %

Dans la continuité des résultats observés depuis fin-2016, le secteur de l'hôtellerie francilienne est resté favorablement orienté au deuxième trimestre 2018. Ainsi, malgré les mouvements sociaux dans les transports, le nombre de nuitées dans les hôtels de la région a crû sur un an au cours de chacun des mois d'avril à juin derniers : en moyenne sur l'ensemble du deuxième trimestre 2018, la fréquentation a augmenté de 3,9 % par rapport à la même période de 2017. Ce mouvement haussier a été impulsé par la clientèle étrangère (+ 8,5 % par rapport au deuxième trimestre 2017) tandis que le nombre de nuitées de la clientèle hexagonale s'est avéré moins dynamique (+ 2,6 %). Il est à souligner que le nombre cumulé de nuitées sur les douze derniers mois a franchi pour la première fois le cap des 70,0 millions et est désormais supérieur de 2,6 millions au point haut enregistré avant les attentats de novembre 2015 et de 1,7 million au précédent record historique observé mi-2012.

Nombre de nuitées dans l'hôtellerie

(données brutes)



Source : Insee Ile-de-France (champ : hôtels de 0* à 5*)

* : la série « Max. 2010-2016 » correspond au maximum du nombre de nuitées de chacun des mois de 2010 à 2016

Trafic aéroportuaire

trafic passagers - 2^e trimestre 2018 - glissement annuel

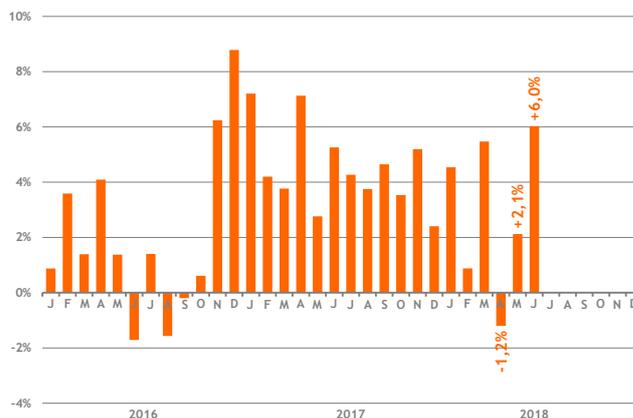
+ 2,3 %

Le trafic passagers de Paris Aéroport a de nouveau évolué favorablement au deuxième trimestre 2018. Ainsi, en moyenne sur l'ensemble du trimestre, la hausse s'est élevée à 2,3 % par rapport à la même période de 2017. Mensuellement, les variations ont toutefois été hétérogènes puisque le trafic s'est réduit de 1,2 % sur un an en avril avant de repartir à la hausse en mai et juin (respectivement + 2,1 % et + 6,0 %) ; le mois d'avril a en effet été affecté par des mouvements sociaux (la perte de trafic est estimée par Paris Aéroport à quelque 400 000 passagers).

Quoi qu'il en soit, le nombre de passagers sur les douze derniers mois (102,9 millions à fin-juin) est resté supérieur au record annuel de 101,5 millions établi en 2017.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(variation par rapport au même mois de l'année précédente)



Source : Paris Aéroport

Industrie

Orientation favorable

Toujours hésitante, l'activité dans l'industrie francilienne a malgré tout été globalement orientée favorablement au deuxième trimestre 2018 ; après la baisse ponctuelle liée aux ponts du mois de mai, elle a vivement redémarré en juin, portée par l'intensification des cadences de production dans le secteur automobile. Dans ce contexte, le taux d'utilisation des capacités de l'outil productif est resté proche du niveau de sa moyenne de longue période.

Pour les mois à venir, grâce à des carnets de commandes à un très bon niveau dans la plupart des sous-secteurs industriels, les chefs d'entreprise franciliens estiment que leurs perspectives d'activité restent bonnes.

Bâtiment et travaux publics

Regain d'activité

Après avoir vu sa progression se modérer au premier trimestre 2018, l'activité du BTP en Ile-de-France a retrouvé du tonus au printemps dernier ; elle a été en effet portée à la fois par les mises en construction de logements et par les importants projets d'aménagement dans la région. Particulièrement concerné par l'accalmie de début d'année, le gros œuvre a notamment redémarré vigoureusement au deuxième trimestre 2018. Dans les autres secteurs, le volume d'affaires du second œuvre s'est fortement accru au deuxième trimestre 2018 et les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle intensification de cette tendance favorable dans les prochains mois ; parallèlement, les travaux publics sont restés fortement sollicités par les projets du Grand Paris. Dans ce contexte de regain d'activité, de nombreux recrutements sont effectués.

Services marchands non financiers

Fort dynamisme de l'activité

L'activité dans les services marchands non financiers franciliens est restée bien orientée au deuxième trimestre 2018. L'activité a particulièrement progressé dans les transports de marchandises, dans l'hôtellerie-restauration, dans les activités informatiques et dans les activités juridiques et comptables.

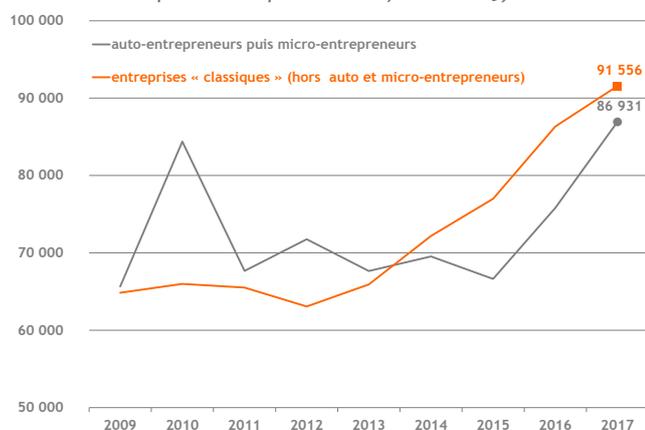
Les professionnels du secteur sont confiants quant à l'évolution de leurs volumes de prestations dans les mois à venir et les perspectives sont par conséquent positives. Cette tendance favorable du courant d'affaires devrait permettre le maintien d'un rythme soutenu d'embauches.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/statistiques/tendances-regionales/tendances-regionales-ile-de-france

Dossier du trimestre

2017, nouveau record du nombre de créations d'entreprises en Ile-de-France

Evolution du nombre d'entreprises créées en Ile-de-France (auto-entrepreneurs jusqu'au 31 décembre 2014 puis micro-entrepreneurs à partir du 1^{er} janvier 2015)



Source : Eurostat

En 2017, 178 490 entreprises ont été créées en Ile-de-France, soit 10,1 % de plus qu'en 2016, qui était déjà une année record. Il s'agit d'un phénomène propre à la région francilienne, les créations d'entreprises n'ayant augmenté en province que de 5,4 %. Pour les créations franciliennes, 2017 constitue la quatrième année consécutive de progression.

Les immatriculations de micro-entreprises ont fortement progressé (+ 14,7 %) en Ile-de-France, faisant suite à une hausse de 12,9 % en 2016. En province, les immatriculations sous ce régime n'ont crû que de 5,4 % en 2017, faisant suite à la baisse de 6,2 % en 2016. Désormais, 48,7 % des créations d'entreprises en Ile-de-France sont le fait de micro-entrepreneurs contre 37,5 % en province.

Les entreprises « classiques » (hors micro-entrepreneurs) ont également connu une augmentation, mais plus modérée : + 6,0 % (contre + 5,3 % en province).

Plus des trois-quarts de ces nouvelles entreprises sont des entreprises de services (77,8 %) ; viennent ensuite le commerce (12,6 %), la construction (7,3 %) et enfin l'industrie (2,4 %). Si les créations d'entreprises de services sont les plus nombreuses, ce sont aussi les plus dynamiques : elles ont progressé de 11,7 % sur un an tandis que les créations de commerces augmentaient de 6,1 %, celles des entreprises industrielles de 3,7 % et celles des entreprises de construction de 2,7 %.

La part des micro-entreprises parmi les créations varie fortement selon les secteurs d'activité : de 27,5 % pour le commerce à 55,0 % pour les entreprises de services (23,0 % pour la construction et 34,7 % pour les entreprises industrielles).

La progression du nombre de créations à Paris a été réduite de moitié : + 7,2 % en 2017 contre + 15,0 % en 2016, faisant de Paris un territoire moins dynamique que la grande couronne (+ 8,9 %) et la petite couronne (+ 14,5 %), alors que la capitale était le territoire francilien le plus dynamique en 2016 (comparativement à la petite couronne et à la grande couronne). Les trois départements de la petite couronne ont été les plus dynamiques de la région en 2017 : + 16,2 % pour la Seine-Saint-Denis, + 14,6 % pour le Val-de-Marne et + 13,0 % pour les Hauts-de-Seine.

Pour en savoir plus :

« La lettre 2018 de la création d'entreprise en Ile-de-France »,
Crocis, juillet 2018,
étude téléchargeable sur www.crocis.cci-paris-idf.fr

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également une note semestrielle de synthèse sur la situation de l'emploi et de la conjoncture économique en Ile-de-France ainsi que des tableaux de bord de la conjoncture des départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08
tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur Twitter https://twitter.com/CROCIS_CCI_IDF

Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT
Industrie - Démographie d'entreprises : Yves BURFIN
Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER
Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL
Services : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT-LAMBERT

Directeur de la publication : Etienne GUYOT
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteur en chef : Isabelle SAVELLI-THIAULT
Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX

Crédit photo : ©Ph. Guignard - Air Images - CCI Paris Ile-de-France
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source

Dépot légal : Septembre 2018

ISSN : 1266-3255